

Vénérable Maître et vous tous mes Frères en vos grades et qualités, (vous me permettez, je pense, d'utiliser cette expression, puisque c'est ici, dans cette Loge, que je suis entré en Maçonnerie) notre Atelier porte ce nom : Roger Salengro.

Donc, des Maçons ont considéré, à un moment donné, qu'il convenait de perpétuer une mémoire.

C'est avec un sentiment de modestie que j'ai entrepris de me rapprocher de cette vie, cependant liée à la mienne par certains grands moments de l'histoire de notre peuple. Il ne faut donc pas s'attendre à trouver dans les paroles qui vont suivre, le résultat d'un travail exhaustif, qui épuiserait le sujet, mais tout au plus, l'approche des derniers combats de Roger Salengro.

Nous autres, Maçons, qui voulons être des hommes libres et qui dans la recherche constante de la Vérité, n'acceptons aucune entrave et ne nous assignons aucune limite (je viens de citer la Constitution), nous avons le devoir d'éclairer ce que furent la vie et les motivations de l'un des nôtres et de transmettre aux générations montantes la signification que nous y trouvons, cela en vue de perfectionner les conduites des hommes entre-eux.

Je remercie les Frères qui m'ont apporté de l'aide dans ma recherche et particulièrement le Vénérable Maître d'honneur de cette Loge, Pierre Groult, qui m'a éclairé sur les attaches maçonniques de Roger Salengro.

Je me propose d'abord de présenter des éléments bibliographiques, puis, dans une deuxième partie, de rappeler la campagne difamatoire menée en 1936 contre lui, pour, dans un troisième volet, rétablir la vérité sur la conduite de notre Frère durant la première guerre mondiale. Ensuite, après avoir évoqué les derniers jours de sa bataille contre la calomnie, quatrième partie de cette planche, je vous inviterai à nous interroger sur deux problèmes, l'un éthique et l'autre de philosophie politique, que ce grand drame peut suggérer à notre réflexion après 50 années qui, loin de ternir notre souvenir, procure une hauteur souveraine à notre jugement.

Salengro naît à Lille le 30 mai 1890 , mais sa famille est de Dunkerque où il vit jusqu'à l'âge de 17 ans et où il devient bachelier. Il étudie durant une année au lycée de Lille puis, durant une autre, comme boursier, au lycée Lakanal à Paris.

En 1909 , il revient à Lille et s'inscrit à la faculté des lettres, mais aussi, déjà, à la section lilloise du parti socialiste. A la faculté, il fonde un groupe engagé, évidemment très restreint , de 7 membres . Nous sommes en 1909 et le recrutement étudiantin se fait surtout, à cette époque, parmi la moyenne et la grande bourgeoisie du Nord. Ils sont sept et Salengro forme donc, avec 6 autres, le groupe des étudiants collectivistes.

En 1909, cette année là, l'unité dans les rangs du parti socialiste est faite . Depuis quelques années , elle s'est faite entre les deux principaux courants de pensée qui sont personnifiés par Jules Guesde et Jean Jaurès.

Dans le Nord , à cette époque, les militants, en majorité, donnent leur préférence à la rigueur guesdiste.

L'étudiant de 19 ans , Roger Salengro , en contact avec la condition ouvrière, influencé par l'action d'hommes qu'il commence à côtoyer et qui s'appellent Guesde, Delory, Ghesquière, Desrousseaux, cet étudiant se jette avec fougue à l'avant-garde . Il est très combattif. Déjà ses dons oratoires se manifestent. La presse le cite, pour la première fois sans doute , en 1910. Il a porté la contradiction au sein d'une réunion royaliste et il a été physiquement agressé . Il consacre davantage de temps à l'action politique qu'à ses études universitaires qu'il ne poursuivra pas jusqu'à leur terme . De plus, il se marie, à 19 ans, à Léonnie Polet qui a été élevée par un oncle forain . Sa vie se développe donc en milieu populaire . Il est sursitaire pendant 2 ans puis incorporé à la fin de 1912 au trente-troisième régiment d'infanterie d'Arras . C'est l'époque où il est question de porter à 3 ans la durée du service militaire. Les socialistes mènent campagne contre ce projet . Au cours d'une permission, le jeune soldat Salengro participe à une manifestation de rue.

Bien évidemment, sa présence, en tenue, en 1909, est signalée à qui de droit. Son colonel à Arras, Philippe Pétain, le morigène durement. Salengro, devant celui-ci, maintient qu'on peut, en même temps, être patriote et militer contre la loi des 3 ans. Il est cependant porté sur le fameux carnet B.

Ici, pour les F. plus jeunes, je rappelle très brièvement qu'on appelait ainsi carnet B, avant 1914, la liste des suspects d'antimilitarisme que les autorités militaires devaient particulièrement surveiller. L'histoire et la malfaisance de ce carnet B ont été suffisamment écrites et commentées; mais je rappelle pourtant que bien des hommes du carnet B furent poursuivis durant toute la guerre par la suspicion et les brimades de certains chefs et qu'on n'hésita même pas à créer pour quelques-uns d'entre-eux, au front, des missions dont on ne revenait pas.

C'est à cause de sa présence sur le carnet B, qu'à la mobilisation, en avril 14, Roger Salengro est incarcéré. Or, il considère, ainsi qu'un grand nombre de socialistes, que c'est l'Allemagne du Kaiser qui est l'agresseur. Il est pour la défense nationale, suivant en cela Jules Guesdes qui, le 26 août 1914, entre dans le gouvernement Viviani dit "d'Union Sacrée".

Après quelques semaines de prison, simplement pour son appartenance au carnet B, Salengro est affecté à Cognac, au 233 ème R.I. Mais là, il se porte volontaire pour le front. Il y reste quelques mois. Il est malade. Il est évacué au printemps 1915. Il n'est pas encore complètement rétabli qu'il demande à retourner en première ligne et, le 22 mai 1915, il n'a pas encore 25 ans, il écrit à un ami:

"Pour pouvoir sortir de l'hôpital, il m'a fallu remuer ciel et terre parce que incomplètement guéri. Mais je pars radieux, sachant pour quoi je me bats et décidé à faire tout mon devoir. C'est pour notre cher parti que nous luttons".

Cette dernière phrase éclaire la position idéologique du jeune Roger Salengro. Cela est important en regard des événements à venir.

En 1915, à tort ou à raison, car il y a d'autres socialistes qui

n'ont pas la position d'Union Sacrée de Salengro , en 1915 donc , ce soldat-là , qui va monter en ligne et connaître les furieux combats de l'Artois et de la Champagne, identifie la cause française à celle de la liberté et de la démocratie et voit dans le militarisme et l'expansionnisme allemand une menace pour son idéal socialiste.

Le 7 octobre 1915, près de Suippes, il est fait prisonnier.

Je reviendrai, dans la troisième partie de cette planche, sur l'odyssée allemande.

Toujours est-il qu'en avril 18, prisonnier donc depuis 3 ans, gravement malade , il fait partie d'un convoi de rapatriés sanitaires. Il est soigné en Suisse et rentre dans le Nord peu après l'armistice du 11 novembre 1918. Il est alors de ceux qui, autour de Gustave Delory reconstituent le parti socialiste. Il est journaliste au Cri du Nord conseiller municipal de Lille le 30 novembre 1919, sur la liste Gustave Delory qui a enlevé les 36 sièges lillois.

Elu en décembre 19 conseiller général du canton de Lille sud-ouest, il est parmi les délégués du Nord au congrès socialiste de Strasbourg (février 20) et de Tours (décembre 20). Il se prononce contre l'adhésion à la III ième Internationale.

Entre les congrès de Strasbourg et de Tours , exactement le 13 mars, à peine agé de 30 ans, il entre en Maçonnerie, à la Loge "La Fidélité" à l'Or.. de Lille. Il est initié par le V.. M.. Louis Malbrank. Il devient Comp.. le 26 février 1921 et M.. le 5 novembre de la même année. Selon les témoignages des FF.. de cet Atelier, il faut convenir que Roger Salengro n'eut au sein de la Loge qu'une activité maçonnique assez restreinte. Mais, par contre, il était toujours Maçon et en contact avec ses FF.. et se conduisit dans le monde profane, au milieu d'une activité politique débordante, parfois même écrasante, en véritable Maçon et s'appliqua à mettre en pratique les grands principes de notre Ordre.

En 1925, il remplace Delory, malade, à la tête de la mairie de Lille. Son œuvre municipale sera remarquable. Il assume , en particulier , la réalisation d'une idée chère à son prédécesseur, l'Hotel de ville

et le beffroi, fièrement planté à proximité des trop célèbres taudis de l'époque. Cette réalisation a concrétisé les généreuses conceptions humanitaires de Salengro.

Avec ses camarades, Salengro qui devient député en 1928, fut l'homme des grandes réformes municipales. Améliorer le sort des enfants de la classe ouvrière, des malades, des vieux travailleurs, sont là les idées qui le guidèrent et qui firent de Lille, dans les pires années de la crise économique et de l'entre-deux-guerres, un exemple pour de nombreuses municipalités. Aujourd'hui, nombre de ces réalisations nous paraissent naturelles, banales même! Pourquoi? Parce que sous la poussée des luttes de ceux qui nous ont précédés, le progrès social a fait de grands pas, mais il faut se souvenir de l'existence précaire de nos anciens, se représenter ce que signifiaient d'audace et de volonté persévérante, les oeuvres auxquelles le nom du Maçon Roger Salengro, avec d'autres, est associé: Jardins d'enfants, camps de vacances, camps du jeudi, école de plein-air, inspection médicale des écoliers, édification de nombreuses écoles pratiques, développement de l'éducation physique, cité hospitalière, institut médico-légal, institut des fluides, habitations à bon marché, diverses mesures de promotion de l'hygiène, tout cela a commencé à Lille, à cette époque, et nous permet de dire que Salengro se situe à une place éminente dans la tradition des grands réalisateurs qui, en Flandres et en Hainaut, ont donné une valeur pratique à la revendication des libertés communales. Et l'on peut affirmer que le petit Larousse s'honorerait en l'admettant enfin dans ses colonnes.

Nous voici en 1936.

La victoire du Front populaire aux élections de mai va donner à Roger Salengro un destin national. Le 4 juin, Léon Blum présente son gouvernement au président Lebrun. Lebas est au Travail, Salengro à l'Intérieur. On leur demande de prendre immédiatement leur fonction, avant même la présentation devant la Chambre, car la situation sociale est très tendue. Des millions de travailleurs, enthousiasmés par la défaite de la droite, se disent que le nouveau gouvernement, dans

lequel ils comptent des amis, va les soutenir. Ils ont de nombreuses et puissantes revendications . Le patronat fait la sourde oreille . Les ouvriers se lancent dans la grève. Ceux de chez Renault, à Paris, inventent l'occupation des lieux de production et leur exemple est suivi un peu partout en France. C'était une idée force. A cette époque, permettez-moi d'être personnel, j'avais 20 ans, et, sorti de l'École Normale de Douai, j'étais depuis une année, instituteur à Roubaix. J'étais aussi le secrétaire du Rayon de Roubaix de la jeunesse communiste. C'est dire que j'ai vécu ces batailles sociales! Je les ai vécues, je les revois. Il y eut bien quelques mouvements de gardes mobiles dans les rues mais en dépit des sollicitations des patrons du textile , ils n'attaquèrent pas les ouvriers qui avaient mis la main sur l'outil de travail afin que "les jaunes" , comme on disait, ne puissent venir , comme cela se produisit si souvent auparavant , briser leurs espérances. Il n'y eut donc pas de heurts entre grévistes et policiers. Ce fait , qui était nouveau à ce moment là, fut le produit de plusieurs facteurs . Ce n'est pas le sujet , ici , de les examiner, mais parmi ces derniers, il faut reconnaître que la présence de Lebas au Travail et de Salengro à l'Intérieur fut décisive.

La deuxième partie de mon exposé sera consacrée à la campagne de presse contre Roger Salengro.

Il est donc maire de Lille, mais surtout, il est ministre de l'Intérieur depuis peu. Le 14 juillet (juin, ce sont les grèves, les accords Matignon), cela commence. Le journal royaliste "l'Action française", affirme que Roger Salengro est un ancien condamné à mort par contumace pour désertion face à l'ennemi. Salengro ne bouge pas!

Il faut savoir que cette feuille était bien connue pour sa grossièreté outrancière . Bien évidemment , l'Action française , de Charles Morasse (un polémiste doué d'une très bonne plume qui, en 40, voyant s'écrouler la République sous le joug hitlérien, qualifiera l'événement de divine surprise) mène une virulente campagne contre le Front populaire, considéré comme un monstre bolchévico-judéo-maçonnique!!!

Tout était mélangé dans un amalgame destiné à faire peur.

Roger Salengro eut-il tort ou raison de ne pas déclencher de poursuites dès la mi-juillet? C'est une question que je détaillerai tout à l'heure.

Un mois passe. C'est alors qu'un autre organe de presse, "Gringoire", monte à l'assaut. C'est un hebdomadaire "politico-littéraire" de l'extrême-droite. Il est dirigé par De Carbussia, gendre du préfet de police de Paris, Piat, "fascisant" notoire. "Gringoire" soutient les ligues factieuses, les organisations de droite dont les noms-mêmes évoquent bien les caractéristiques: "Les croix de feu", "Les jeunes-patriotes", "Les francistes", "Solidarité française", "Le parti national populaire" et bien d'autres encore.

Le 21 août 1936, se référant à l'écho paru dans "l'Action française" du 14 juillet, "Gringoire" pose la question d'une prétendue désertion de Salengro.

Alors, ce dernier répond, répond sèchement, dans un style retenu et cependant incisif, et, "Gringoire" est obligé de publier cette réponse. Que contient-elle?

"Je n'ai jamais été condamné par un Conseil de guerre français. Je n'ai été condamné que par un Conseil de guerre allemand."

Mais "Gringoire", en publiant cela, accompagne cette mise au point d'une nouvelle offensive. Cela révèle bien que s'engage une nouvelle campagne, minutieusement préparée et à un haut niveau.

D'ailleurs, la veille, 27 août, un autre hebdomadaire intitulé "Choc" attaque Salengro en osant affirmer qu'en Allemagne, durant sa captivité, il était fort bien considéré par les autorités, et même, insinuation plus perfide encore, que les projets d'évasion de ses camarades étaient souvent éventés.

Mais je reviens au 28 août 36. Il donne la parole au lieutenant-colonel Arnould qui écrit que Salengro a été condamné à mort pour désertion, au début de 1916, à Verdun, et qu'ensuite, après la guerre, il a obtenu la révision et un verdict d'indulgence.

Salengro dément aussitôt. Je le cite:

"Fait prisonnier alors que je tentais de ramener les corps de gradés et de soldats tombés entre les lignes, porté disparu , j'ai été jugé absent par le Conseil de guerre de ma division et acquitté."

Salengro ajoute qu'il n'a jamais demandé de révision et qu'il n'a jamais comparu devant un Conseil de guerre à Paris.

"Gringoire" insère la lettre dans son numéro du 4 septembre mais, en grosses lettres , ajoute au dessus de cette insertion obligatoire d'après la loi: L'affaire Salengro commence, nous ne la laisserons pas étouffer.

Dans les semaines qui suivent, c'est la ruée. "Gringoire" trouve des témoins, des témoins entre guillemets, des anciens combattants, charmés de décorations qui affirment que Salengro a bien été condamné à mort. Bien sur , aucun d'entre-eux ne se trouvait au Conseil de guerre de Verdun mais tous en ont entendu parler. C'est bien connu, la haine politique déforme les souvenirs. Alors, il y a une avalanche d'accusations, d'insinuations, d'injures , de caricatures calomnieuses. "Gringoire" consacre des pages entières, je cite, au cycliste qui s'enfuit, parce qu'à l'armée il portait des plis et utilisait une bicyclette. Ou à Roger la honte car c'est ainsi qu'il l'appelle. Dans l'atmosphère de luttes sociales et politiques de ce temps-là, l'affaire Salengro devient un véritable spectacle , une impitoyable chasse à courre, un feuilleton. Le tirage de "Gringoire" qui était à peine de 30000 exemplaires en juillet, grimpe jusqu'à 660000. Toute la presse et les radios relatent la campagne de "Gringoire". La presse de droite, "L'écho de Paris", "Le journal des débats", "Le jour", "L'action française" s'en donnent à coeur joie.

En Allemagne hitlérienne , en Italie mussolinienne, les journaux racontent cette histoire sensationnelle de la France du "Fronte crapular", cette expression provenant d'Espagne où l'on avait naguère modifié l'expression "Front populaire" en "Front des crapules".

On écrit donc en Allemagne et en Italie. On écrit car on est content que la France du "Fronte crapular" ait un déserteur pour ministre de l'Intérieur, preuve de la dégénérescence des démocraties pourries.

Salengro répond une dernière fois à la presse. Dans le "Gringoire" du 11 septembre, il dément à nouveau. Il signale que de nombreux camarades du front ou de captivité lui écrivent pour se solidariser à lui. Il dénonce la manœuvre politique et il conclut, je cite encore, "Cette campagne ne déshonore que ceux qui la mènent ou s'en font les complices."

En vertu de l'obligation liée au droit de réponse, l'hebdomadaire se doit de publier cette lettre mais, dès le numéro suivant, il annonce une nouvelle révélation du Lt-CI Arnould. En voici le contenu:

"Quelques heures après la disparition de Salengro de la tranchée, les positions françaises n'ont-elles pas subi un terrible bombardement? Ne faut-il pas établir un lien entre ces deux faits?"

Bien sur, les camarades et collègues de Salengro connaissent les motifs politiques de la machination. Un homme est accablé de coups mais c'est toute une politique qui est visée. On s'acharne sur lui parce qu'il passe pour un des hommes forts du gouvernement, parce qu'il a la confiance d'un Nord ouvrier qui pèse lourd dans la bataille sociale. On ne lui pardonne pas non plus d'avoir signé, mais surtout de faire appliquer les décrets du 19 juin 36 portant sur la dissolution de quatre formations para-militaires, quatre de ces ligues dont j'ai parlé plus haut, et cela conformément aux engagements contractés devant le corps électoral par le programme de rassemblement populaire. Une autre preuve qu'il s'agit bien d'une machination parfaitement concertée est celle-ci: Nous avons noté tout à l'heure que la première attaque de "l'Action française" datait du 14 juillet. Or, dès le 10 juillet, un nordiste, Henri Beckaert, est entré en scène en écrivant à Daladier, ministre de la défense nationale. Propriétaire de tissages à Houplin, conseiller général en 34, député de Lille en 36, inscrit au parti républicain national, Henri Beckaert est un adversaire de toujours des socialistes. Déjà en 34, l'organe nordiste de l'entente républicaine, dénommé "Concorde" par antiphrase et dirigé par lui, avait avancé de manière prudente que Salengro avait été un mauvais soldat.

Ici, je dois à la vérité de dire, de révéler à beaucoup d'entre nous, que précédemment encore, puisque je parle des antécédents de cette affaire de 36, qu'en 24 et en 31, le 6 février, "l'Enchaîné", organe des fédérations communistes du Nord et du Pas-de-Calais, avait fait allusion aux démêlés de Roger Salengro avec la justice militaire. Non pour l'accuser de désertion, au contraire, le parti communiste étant tout à fait antimilitariste, considérait l'accusation fautive, mais pour demander que Salengro leur donne raison quant à leurs convictions hostiles à l'armée. L'Enchaîné laissait cependant entendre qu'il avait été sauvé par l'intervention d'amis politiques. Vous voyez donc que tant à l'extrême-droite qu'à l'extrême-gauche, il y avait déjà eu des échos négatifs concernant Salengro, dès 1924. On était alors, il faut le rappeler, au temps de la fameuse tactique dite "classe contre classe", c'est à dire une période de division extrême entre les forces communistes et les forces socialistes. Ici encore, je veux faire partager un souvenir personnel: J'étais secrétaire des Jeunesses communistes de Roubaix depuis 35 mais ne savais pas ce qui avait été écrit dans "l'Enchaîné" de 24. A cette époque, les communistes s'étaient solidarisés à Salengro. Un jour, beaucoup plus tard, juste après la guerre, sollicitant sur beaucoup de sujets la mémoire remarquable du militant Edgard Deverlet, guesdiste devenu communiste, qui peu après la libération de 44, sortant de prison, écrivit dans le journal "Liberté" dont je fus le premier rédacteur en chef, je lui demandai pourquoi, "l'Enchaîné" avait, sinon accusé, au moins mis en cause Roger Salengro. Devernet me répondit que dans les deux camps des frères ennemis, il y avait des forcenés, faisant notamment allusion, coté communiste, à un homme disparu, Berdechon. Mais revenons à la chronologie. Daladier a reçu plusieurs lettres de Beckaert lui demandant de prendre des sanctions contre Salengro. Ministre de la guerre, Daladier y répond, particulièrement à la dernière, datée du 11 septembre 36, pour préciser qu'il a lui-même étudié toutes les pièces du dossier et qu'il en résulte que le seul Conseil de guerre qui ait jugé Salengro l'avait acquitté, fait d'autant plus

remarquable que l'accusé était contumax, c'est à dire absent et sans défense, et que, dans la plupart de ces cas , un jugement de condamnation était rendu , à l'effet de provoquer plus tard un jugement contradictoire.

Mais , ni Beckaert , ni la presse de droite , ne se satisfont de ces assurances. Ils veulent le scandale , le plus de retentissement possible à leurs accusations.

Que faire?

Salengro et ses amis, Blum et son chef de cabinet André Blumel entre autres , ne choisissent pas les poursuites judiciaires pour les raisons suivantes: A cette époque - les choses ont changé depuis - devant la correctionnelle , la preuve n'était pas admise. On pouvait donc obtenir la condamnation de la diffamation mais sans en détruire la cause-même, ne pouvant apporter de preuves. Toujours à cette époque, devant la Cour d'assises qui aurait pu être saisie , le diffamé étant député et ministre, l'expérience démontrait que devant un jury populaire, la presse était automatiquement défendue. Ce jury, le plus souvent, avant la guerre, représentant d'une certaine France conservatrice, acquittait!

Alors, Salengro et ses amis du gouvernement pensent que ce n'est pas la bonne voie. Blum décide , en premier lieu , de faire examiner le dossier militaire par une commission. On désigne deux représentants des 2 plus puissantes associations d'anciens combattants , Messieurs Debaralle et Picheau , et on leur adjoint le chef d'état-major , le général Gamelin. Ils siègent fin octobre , après avoir effectué les recherches nécessaires. Cette commission conclut qu'il n'y a jamais eu qu'un seul et définitif jugement : celui du Conseil de guerre de la 51 ième division, le 20 janvier 1916, et que , par contumace, Salengro a été acquitté. Mais cela ne suffit pas encore. "Gringoire" ergote en prétendant que s'il n'y a pas eu condamnation à mort , l'acquittement du 20 janvier 1916 a été prononcé par 3 voix contre 2. Peut-on avoir en 1936 un ministre de l'Intérieur qui, vingt ans plus tot fut considéré coupable par deux officiers sur cinq?

Le 5 novembre, sous un énorme titre de six colonnes, l'affaire
l'hebdomadaire de Chiappe et Carbussia reprend toutes ces attaques
et publie un article particulièrement venimeux d'Henri Beraud, jour-
naliste et écrivain qui plus tard, dans la France occupée, continuera
d'écrire dans cet organe devenu un soutien de la collaboration avec
les nazis.

Le même jour, Beckaert dépose sur le bureau de la Chambre des députés
une demande d'interpellation du gouvernement Blum. Il choisit cette
forme de bataille. L'enceinte parlementaire donnera l'écho indispen-
sable à la vérité. Il faut crever l'abcès.

Blum, en accord avec Salengro, accepte le débat qui se déroulera le
13 novembre 36. Il y prononce un des plus grands discours de sa car-
rière. Là, il nous faut voir quelle fut, en réalité, la conduite de
Roger Salengro durant la guerre.

Il s'agit ici d'une véritable reconstitution historique qui
ne peut prêter à aucune contestation. Elle n'émane pas seulement de
moi, mais de plusieurs historiens dont je me porte garant.

Nous sommes le 7 octobre 1915, dans une tranchée de la Marne. Il y a
quelques fantassins qui mangent et, parmi eux, Salengro âgé de 25 ans.
Il est tendu. Il semble attendre quelque chose. Le secteur est calme
ce matin-là mais, la veille, les français avaient attaqué vainement.
Il faut se représenter ce qu'était la guerre des tranchées, avec un
no man's land qui pouvait aller de 50 à 300 mètres entre tranchées
françaises et allemandes. De l'assaut de la veille, de nombreux sol-
dats ne sont pas rentrés. On en entend certains crier, se plaindre.
Parmi eux, le sergent Demailly, un ami proche de Roger Salengro. Si
proche qu'ils avaient fait le serment que si l'un d'eux venait à dis-
paraître, l'autre veillerait sur ses affaires, ses "papiers" et son
souvenir. Salengro n'a de cesse que d'aller rechercher son ami quand
par un boyau, arrive le lieutenant Derond. Salengro se lève et dit:

- "Alors mon lieutenant, c'est d'accord, j'y vais!"

- "Vous savez, Salengro, c'est dangereux! C'est sentimental ce que
vous faites! Etes-vous sûr de retrouver le corps?"

- "Un copain qui l'a vu tomber m'a décrit l'endroit!"

- "Bien, faites comme vous voulez!"

Salengro s'accroche au parapet, le franchit en rampant. On ne voit plus que ses godillots. Il disparaît. Un soldat dans la tranchée dit que c'est un type spécial, un autre que ce qu'il fait est idiot, un troisième que Demailly et lui étaient comme des frères.

Dix minutes passent et on entend, espacés de quelques secondes, trois coups de feu. Dans la tranchée, les hommes tendent l'oreille. Plus rien! Le lieutenant Derond, toujours présent, demande à être prévenu s'il revenait car il doit aller voir le chef de bataillon.

Salengro n'est pas revenu. Il a été fait prisonnier au cours de cette mission dont l'objectif était de sauver son ami. Le lendemain, la tranchée d'où il est parti est bombardée.

J'ai rappelé précédemment que dans la campagne diffamatoire, on a prétendu qu'elle l'avait été à cause du "traître" Salengro qui en avait indiqué la position.

Argument parfaitement stupide, car depuis des mois et des mois, les officiers des deux camps connaissaient exactement où se situaient les tranchées ennemies.

De plus, ironie du sort, alors que ce bombardement aurait dû être allemand, il fut établi par la suite, que par le fait d'une erreur atroce, mais cependant fréquente durant cette guerre, ce furent les artilleurs français qui, par un tir trop court, avaient tiré sur les leurs.

Ainsi, cet événement a fourni, tant aux feuilles infames le prétexte à l'accusation de trahison, qu'à la défense la preuve de la mauvaise foi des ennemis de Salengro.

En tout cas, lui est prisonnier. Il est en Bavière, près de

Le 20 janvier 1916, dans une salle de classe de Verdun, siège le Conseil de guerre de la 51^{ème} division. Parmi les cas à juger, celui de l'agent de liaison cycliste Salengro.

Le colonel président le Conseil dit:

- "Capitaine Arnould, vos deux rapports se contredisent. Dans celui

du 18 octobre, onze jours après les faits, vous certifiez que la disparition de Salengro n'est pas suspecte et qu'aucune suite n'est à donner, et, dans celui du 17 novembre, un mois plus tard, vous réclamez une information!"

Arnould répond:

"A la mi-novembre, me trouvant en permission à Paris, j'ai pris contact avec la marraine de guerre de Salengro. Elle ne l'avait jamais vu mais venait justement de recevoir une lettre de la Croix rouge indiquant qu'il était prisonnier en Bavière mais non blessé."

Arnould justifie son changement d'attitude par ce fait nouveau.

"Vous le connaissiez bien?" demande le colonel.

"Non! J'étais arrivé au bataillon la veille de sa disparition."
répond Arnould.

On entend ensuite le lieutenant Derond. C'est lui qui a autorisé Salengro à franchir le parapet pour retrouver Demailly et l'enterrer. Il confirme les faits.

On introduit un caporal. Avant même que celui-ci n'ouvre la bouche, le commissaire du gouvernement, Monsieur Donaguigue, un officier procureur connu pour sa dureté - très brillant, il fera, néanmoins, une grande carrière comme procureur de la République - intervient:

"Parlez-nous de l'antimilitarisme du déserteur Salengro!"

La cause était déjà entendue pour lui.

Un membre du tribunal, le capitaine Macart se lève:

"Je proteste! Salengro est socialiste, mais déserteur, absolument pas!"

Le président interromp Macart, lui dit qu'il aura la parole ensuite. Le caporal dépose enfin, dit la vérité favorable, à l'accusé. Il dit que Salengro n'avait pas voulu demeurer à l'hôpital alors qu'il le pouvait.

Un peu plus tard, Donaguigue requiert. Il déclare notamment:

"Je réclame la condamnation à mort par contumace. N'oubliez pas qu'il s'agit d'un misérable socialiste. En le condamnant à mort,

vous condamnerez en même temps les déplorables doctrines qu'il a répandues!"

Au cours de la délibération des officiers-juges, le capitaine Macard, lui-même socialiste avant la guerre, se bat avec courage. Il parle de vengeance politique, du mépris total de la nécessité d'apporter des preuves. Il parle même de cruauté de classe.

La séance reprend. Le colonel président annonce que par trois voix contre deux, le soldat Salengro est acquitté.

En juillet de la même année, Salengro, en Allemagne, passe en chair et en os devant un Conseil de guerre. Mais c'est dans la grande salle d'un tribunal prussien, décorée des aigles allemands. Il est au premier rang de quarante prisonniers français qui ont été amenés là pour refus de travail. Il est même leur porte-parole. Le colonel président allemand déclare:

"Vous avez suivi le meneur Salengro; 2 ans de prison à chacun."

Salengro fait appel. Il se réfère aux conventions internationales. En vain. Il est envoyé dans un camp disciplinaire du Brandebourg où il va demeurer durant treize mois. Epuisé, il est transféré dans un hôpital où il est victime d'une dépression nerveuse. Enfin, en avril 1918, il est amené en Suisse pour un échange de prisonniers sanitaires. Il pèse 42 kilos.

Il me reste, dans la quatrième partie, à évoquer les derniers jours de notre F.

Le 13 novembre 1936, au palais Bourbon, dans le débat qu'il a accepté, Léon Blum rappelle tous ces faits de guerre devant les députés. Il termine par ces mots:

"Vous n'avez pas à acquitter l'innocent, les juges militaires l'ont fait. Vous avez, vous, à flétrir les coupables!"

La grande majorité de la chambre applaudit. Le président du Conseil, en regagnant son banc, donne l'accolade à Salengro qui prononce, ensuite, après une nouvelle attaque du député antisémite Xavier Valla, une brève allocution empreinte d'émotion et de dignité.

Avant le vote, au nom d'un certain nombre de députés modérés, Maurice Petch, qui sera ministre après la libération, demande qu'on vote par division de l'ordre du jour. En effet, voulant voter en faveur de l'innocence de Roger Salengro, mais étant de droite, il ne veut pas pour autant accorder sa confiance au gouvernement. Il obtient satisfaction. Maurice Petch et ses amis, de convictions politiques opposées à celles de Blum et Salengro, veulent cependant désavouer les calomnies.

Ainsi, sur 530 votants, 427 députés adoptent la première partie du texte qui dit: "La chambre constatant l'inanité des accusations apportées à la tribune contre un membre du gouvernement, flétrit les campagnes d'outrage et de calomnie qui ne peuvent qu'énerver l'opinion publique, exaspérer les passions partisans, propager les méthodes de violence, déconsidérer notre pays aux yeux de l'étranger. Donc, 427 sur 530, dans le climat survolté de 36, c'est une belle victoire pour Salengro, le gouvernement et la vérité. Et encore, après le scrutin, 40 des 103 députés qui ont voté contre font-ils modifier leur vote. La procédure était admise à l'époque, elle ne l'est plus aujourd'hui.

Il n'y eut donc que 63 députés pour refuser de condamner "Gringoire" et Beckaert. On pouvait croire le calvaire de Salengro terminé.

Absolument pas car, déjà quelques jours avant le débat, "Gringoire" avait échafaudé une nouvelle fable, extrêmement pernicieuse, en écrivant: "Salengro, qui n'avait pas été blessé, est revenu dans un convoi de grands blessés! Cette faveur insigne des autorités allemandes, quel service récompensait-elle?"

Au lendemain du vote de la Chambre, Salengro regagne Lille. Dans le train, il lit la manchette "d'Action française": "Il y a encore une affaire Salengro". Il se demande s'il pourra jamais dissiper entièrement le doute. Que faire? De nombreux amis l'entourent de leur affection mais lui, cependant au faite de sa carrière politique, l'homme sur le pavois, selon l'expression de Claire et Roger Quillot, lui se sent seul devant la responsabilité de trancher cette question:

Que faire pour désarmer la calomnie? Contre-attaquer?

J'ai interrogé maître Blumel à ce sujet. Il m'a dit en substance que pour clore la cabale, il aurait fallu obtenir des autorités militaires allemandes l'ouverture de leurs dossiers. Mais comment espérer la vérité d'une Allemagne dirigée par Hitler, Goering et Goebbels. Ils nous auraient enfoncés.

Il faut ajouter qu'à cette époque, bien qu'encore jeune, Salengro est cardiaque. Il est surmené par le travail et cette dernière bataille a mis ses nerfs à rude épreuve. Sa femme Léonnie est morte l'année avant. Sa vieille mère, soignée en clinique, est accablée par la tempête de haine qui déferle contre son fils. Chaque jour, cette femme auparavant ignorée, reçoit un abondant courrier. Dans celui-ci, des coupures de presse accablant son fils, des journaux le salissant. Le mardi 17 novembre, de l'hôtel de ville, il téléphone à Paris, à son directeur de cabinet, Verlomme, qui après une belle conduite durant la guerre et l'occupation, deviendra préfet du Nord puis de la Seine. Il lui annonce qu'il va prendre quelques jours de repos. En fait, il est vraiment très tourmenté.

Vers 17 heures, il téléphone aussi à une amie très proche. Ce soir-là, pour raisons professionnelles, elle doit s'absenter de Lille. Elle l'invite à l'accompagner. Comme il décline cette proposition, elle lui reproche qu'au plus il possède de pouvoir, au moins il lui consacre de temps. Que ce n'est guère gentil pour elle.

Il est toujours dans son bureau et reçoit la visite d'Augustin Laurent. Juste à cet instant, sa secrétaire lui remet un pli émanant des renseignements généraux. Dans ce pli, l'information que dans les milieux de droite, on assure que l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr, pourrait à tout moment publier une pièce démontrant la désertion de 1915. Augustin Laurent ne peut y tenir:

- "Mais ce serait un faux s'il faisait une chose pareille!"

- "Oui", répond Salengro, "ce serait un faux, mais il m'épuiserait à combattre cette falsification!"

Vers 18 heures, Augustin Laurent et six autres militants retrouvent

Salengro au "Cabaret flamand", place Rihour, au premier étage, siège de la fédération socialiste. Il y règne une animation qu'un témoin jugera un peu forcée. Parfois règne aussi un long silence général. Certainement personne ne doute, dans les rangs socialistes, de la bonne foi de Salengro mais la longueur de cette campagne peut lasser certains militants. Le malaise peut, dans ce cas-là, gagner les sociétés les plus fraternelles. Puis, un à un, les amis serrent la main de Roger et s'en vont. Il demeure seul. Une serveuse chuchote au patron du cabaret que le maire, ce soir, n'a pas l'air bien gai. De ce café, Salengro ne rentre pas chez lui. Il revient encore à l'hôtel de ville et y écrit trois lettres. Quand il achève la troisième, 8 heures sonnent à une horloge. Il gagne alors son petit appartement du 16, boulevard Carnot. La femme de ménage lui a préparé un repas froid. Il n'y touche pas. Il va et vient lentement. Il regarde quelques photos de meetings et de défilés auxquels il a participé. Il relit peut-être les trois lettres qu'il vient d'écrire. L'une est pour Verloenne, son chef de cabinet, l'autre pour son frère Henri, la troisième pour Léon Blum à qui il s'adresse très simplement:

"J'ai lutté de mon côté, vaillamment. Mais je suis à bout. S'ils n'ont pu réussir à me déshonorer, du moins porteront-ils la responsabilité de ma mort, car je ne suis ni un déserteur, ni un traître. Mon parti aura été ma vie et ma joie. Mon affection aux miens, mon souvenir aux autres, à vous, ma reconnaissance."

Les lettres sont sous enveloppe. Il écrit encore un billet d'excuses pour la femme de ménage. Il le place sous l'assiette qu'elle avait préparée. Il s'approche du fauteuil, s'y assied. Le robinet de gaz est ouvert. Sur la table, le dernier numéro de "Gringoire".

Durant les jours suivants, beaucoup de travailleurs du Nord diront: Ce n'est pas un suicide, c'est un assassinat. Il y eut de l'affliction et beaucoup de colère dans toute la France. Le cardinal Lienard flétrit les calomniateurs. Près d'un million de personnes, à Lille, suivirent, le 22 novembre 1936, le cortège funèbre de Salengro.

Un autre cortège parisien, à la même heure, défilait silencieusement de la Bastille à la Nation.

Des hommages, des discours et des innombrables témoignages de sympathie rendus ce jour-là, je ne retiendrai qu'une phrase de Bracke-Desrousseaux, grand humaniste, helléniste et socialiste:

- "Salengro n'est même plus l'ancien maire de Lille, l'ancien député du Nord, l'ancien ministre de l'Intérieur. Il appartient à la classe ouvrière de la France tout entière car depuis sa mort, il est devenu comme le symbole de la fidélité, comme le symbole du courage!"

Aujourd'hui, cinquante ans après le drame, dans un monde où les hommes de progrès sont parfois très menacés par la calomnie et la violence, nous avons le devoir, dans cet Atelier qui porte son nom, de même que dans tous les Temples maçonniques, où l'on réfléchit aux leçons de l'histoire, nous avons le devoir de nous poser au moins deux questions, en l'espèce inséparables:

Celle du suicide;

Celle du pouvoir.

Que penser du suicide? Dans le cas de personnes d'une envergure comparable à celle de Salengro, le suicide peut avoir des causes immédiates diverses, mais il représente toujours une défaite totale de la société dans la conscience de l'homme qui est concerné, une négation absolue de la Société. L'individu, en s'en séparant volontairement et définitivement, la rejette, la condamne.

À lui-même, il faut un grand courage pour admettre son auto-destruction, pour pousser la logique jusqu'à sa propre suppression. La mort devient ainsi une victoire de l'individualisme sur la Société qui n'a su conserver à l'Homme le goût de la vie. Je rappelle que Paul et Laura Lafargue - Laura est la fille de Karl Marx - se sont suicidés comme ils l'avaient décidé de longue date, ne voulant pas donner le spectacle de leur décrépitude, et encore moins l'accepter eux-mêmes. Le grand poète russe, Maïakovsky, s'est lui aussi suicidé quand il

a compris que la révolution dont il avait rêvé était atteinte de ce virus qu'on allait appeler, pour aller vite, le stalinisme.

Salengro s'est suicidé pour libérer ses camarades du fardeau qu'il se sentait devenir pour eux. En dépit de sa bonne foi, de la reconnaissance de celle-ci, il a jugé que son sacrifice était le meilleur service à leur rendre, à rendre à la Cause commune.

Mais en même temps, sa mort voulue marquait de manière indélébile, inoubliable, historique, et, pourquoi pas, puisqu'il s'agit de mort, d'une manière perpétuelle que la Société française de 36 était mortelle.

En un certain sens, l'acte de Salengro fut un geste stoïcien. Il a méprisé sa propre mort! Il a exercé sa liberté de détermination jusqu'à sa preuve ultime!

Ce ne fut pas une fuite devant le combat, puisqu'il avait fait l'essentiel. Il savait que sa mémoire serait défendue. Repoussant les angoisses de la mort, il s'affirme victorieux quand même le déchirement proche glisse sous sa plume des mots empreints d'affectivité. La "Grande" phrase, la "Seule" phrase à retenir de Roger Salengro est celle de la lettre adressée à Blum: "Mon parti aura été ma vie et ma joie". Il a vécu en militant et en Maçon. Il a œuvré, il a bâti. Il peut quitter l'existence, son devoir d'homme est accompli. Après lui son œuvre et son dévouement vivront. Qu'importe la dépouille quand l'esprit a marqué sa trace dans le monde.

Ainsi que le dit Sénèque l'Ancien: "Après la mort, tout finit, même la mort!"

L'autre réflexion se rapporte à l'exercice du pouvoir.

Quelles sont les issues pour un homme public que sa lutte conduit là où se trouva Salengro le 17 novembre 1936? Entre quels choix, d'autres Salengro, peuvent, aujourd'hui ou demain, avoir à trancher?

L'homme a mesuré la puissance des moyens d'information, celle de l'argent, celle de la vengeance; celle aussi du goût morbide des foules pour les spectacles où l'on sait qu'il y aura une victime.

Il sait, lui, que demeurer sur le pavais , c'est continuer à attirer contre soi et contre ceux qu'on aime le plus, plus que soi-même - le parti, les amis, les idéaux - il sait que c'est attirer l'orage, la haine, la violence. Alors, se battre plus fort, frapper le premier ceux qui préparent de nouvelles machinations? Il le peut! Il a le pouvoir. Saint-Just lui murmure: "Pas de liberté pour les ennemis de la liberté!"

Mais dans quel cycle infernal de répressions et de haines ne se lance-t-on pas alors? Non! pense-t-il , la fin ne justifie pas les moyens! Dévoiler les turpitudes de certains adversaires, non! C'est une autre conception de l'action politique. Il n'est d'ailleurs pas sûr que nous-mêmes , pris entre la colère légitime et l'ivresse du pouvoir, saurions résister à la tentation de répondre à l'infamie par la violence. Après tout, des régimes se sont bâtis ainsi. Concernant le passé , je me garde de juger , des hommes valables ayant souffert devant ce choix.

Les uns ont frappé. Ils ont suivi ce conseil de Voltaire: "Il n'est pas mal de couper une tête de l'hydre de la calomnie dès qu'on en trouve une qui remue". Les autres ont hésité. D'autres encore ont fait le sacrifice d'eux-mêmes et ont misé sur l'avenir, sur la bonne foi des générations suivantes, comme ce fut le cas pour Salengro.

Aujourd'hui , si une telle situation se produisait , il est probable que, progrès de la conscience politique et moyens audio-visuels se conjuguant, une solution neuve, celle du recours au peuple , du face à face télévisé, apparaîtrait comme la meilleure solution. Mais cette remarque finale , justement parce qu'elle s'appuie sur un contexte sociologique que Salengro ne pouvait connaître , ne diminue en rien le respect que nous devons à cette grande mémoire. Et même , nous pouvons dire que, victime du fascisme avant que d'autres tombent aussi sous les coups de l'hitlérisme , Salengro a contribué au progrès de la démocratie politique. Il a éclairé et il éclaire encore la route qui, nous l'espérons , Maçons comme lui, conduit vers une société fraternelle où le choc des idées ne portera pas atteinte au respect de la personne.